

Royaume du Maroc

Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de
l'Environnement
Département de l'Énergie et des Mines



المملكة المغربية

وزارة الطاقة و المعادن و الماء
و البيئة
قطاع الطاقة و المعادن

Direction de l'Observation et de la Programmation

مديرية الرصد والبرمجة

NOTE DE VEILLE DU SECTEUR ENERGETIQUE (Informations du 04 mars 2010)



PETROLE

La Libye met en garde des groupes pétroliers américains

(Sce :Reuters)

Le responsable du secteur pétrolier libyen a convoqué jeudi les dirigeants locaux de groupes pétroliers américains pour leur expliquer qu'une querelle diplomatique avec Washington pourrait avoir des effets néfastes sur les entreprises américaines en Libye.

La compagnie pétrolière publique NOC a dit jeudi dans un communiqué que son patron avait convoqué les représentants d'Exxon Mobil, Occidental pour se plaindre des propos tenus par un représentant du département d'Etat américain sur le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi.



GDF Suez revoit à la baisse son objectif pour 2011

(Sce :Reuters)

GDF Suez a publié jeudi des résultats 2009 globalement en ligne avec les attentes mais a revu à la baisse son objectif de croissance de son résultat brut d'exploitation (Ebitda).

L'énergéticien a précisé dans un communiqué qu'il tablait désormais sur un Ebitda supérieur en 2010 à celui de 2009 et en croissance d'au moins 15% en 2011 par rapport à celui de l'année dernière.

Le groupe visait auparavant un Ebitda de 17 à 18 milliards d'euros en 2011, ce qui aurait représenté une croissance d'au moins 21,4% par rapport à 2009, mais la plupart des analystes jugeaient cet objectif de plus en plus difficile à atteindre en raison notamment de la chute des prix du gaz.

Le nouvel objectif prend notamment en compte "une reprise de la demande moins rapide que prévue" et des prix des matières premières "déprimés", a précisé GDF Suez.

"2011 sera pour nous une année de plus fort rebond que 2010", a souligné lors d'une intervention téléphonique son PDG, Gérard Mestrallet. GDF Suez a renforcé son programme d'économies, désormais censé lui permettre de réaliser 1.950 millions d'euros de gains en 2011, contre 1.800 millions annoncés.

La société a en outre annoncé une politique de dividende "supérieur ou égal à celui de l'année précédente" et vise environ 10 milliards d'euros d'investissements par an sur 2010-2011.

GDF Suez a enregistré en 2009 un résultat net part du groupe de 4,5 milliards d'euros (+0,3% "hors remèdes" dans le cadre de la fusion), son Ebitda ressort à 14 milliards (+1%) et son chiffre d'affaires à 79,9 milliards (-3,8%).

DIVIDENDE ORDINAIRE EN HAUSSE DE 5%

Selon le consensus réalisé par Thomson Reuters I/B/E/S et la rédaction, les analystes attendaient en moyenne un résultat net de 4,5 milliards d'euros, un Ebitda de 14,2 milliards et un chiffre d'affaires de 82,7 milliards. Le groupe propose un dividende ordinaire de 1,47 euro par action au titre de 2009, en hausse de 5%. Il avait versé au titre de 2008 un dividende exceptionnel de 0,80 euro.

GDF Suez affichait à fin 2009 un ratio d'endettement de 45,7%, contre 46% annoncés à fin 2008.

"Comme anticipé, la performance 2009 de la Branche Global Gaz & GNL, avec un Ebitda de 2,9 milliards d'euros, a été pénalisée par un environnement difficile : forte baisse des prix des (matières premières) (...), apparition et maintien d'un écart entre le prix spot du gaz et le prix du Brent, impact de la crise économique sur les consommations des grands clients industriels ", a indiqué le groupe. Il a également souligné que sa branche Energie France avait été pénalisée à hauteur de 177 millions d'euros par la non répercussion en 2009 de la totalité des coûts (fourniture du gaz naturel et autres coûts hors matière) dans les tarifs réglementés du gaz en France.

La Branche Energie Europe et International a pour sa part enregistré une hausse de 14,6% de son Ebitda à 5 milliards d'euros, avec une forte progression de Benelux-Allemagne en raison notamment du taux de disponibilité élevé (88%) des centrales nucléaires belges.

GDF Suez retenu pour une centrale électrique à Riyad

(Sce :GDF Suez)



GDF Suez et le groupe saoudien Aljomaih ont été retenus comme « candidats privilégiés » pour un nouveau projet de centrale électrique au gaz situé à environ 125 km à l'ouest de la capitale de l'Arabie Saoudite (Riyad).

Le Groupe a été sélectionné suite à un processus d'évaluation parmi cinq offres différentes.

D'une capacité de 1 730 MW, l'investissement total dans l'Independent Power Project (IPP) est estimé à plus de 2 milliards de dollars. L'électricité sera vendue à la Compagnie électrique saoudienne via un accord d'achat d'énergie d'une durée de 20 ans.

Les partenaires ont présenté cette offre avec leurs prestataires Hyundai Heavy Industries et General Electric pour les turbines.

"Cette sélection comme « preferred bidder » pour l'IPP de Riyadh permet à GDF Suez de confirmer son engagement dans le développement des futures infrastructures de l'Arabie Saoudite", a déclaré Dirk Beeuwsaert, Directeur Général Adjoint de GDF Suez, en charge de la branche Energie Europe & Internationale.

L'Arabie Saoudite dispose actuellement d'une puissance installée de 29 000 MW. Elle devrait atteindre 60 000 MW d'ici 2020. En octobre 2009, GDF Suez a lancé l'exploitation commerciale de la centrale de Marafiq, un projet d'une capacité de 2 750 MW doté d'une usine de dessalement d'eau de mer de 800 000 m³/jour. Il s'agit du plus grand projet de production d'énergie et de dessalement au monde. Cet IWPP (Independent Water Power Project) de 3,4 milliards de dollars sera entièrement opérationnel dans le courant de l'année.

[Le litige entre Ioukos et la Russie devant la justice européenne](#)

(Sce :Reuters)

Les représentants de Ioukos, qui fut l'une des principales compagnies pétrolières russes de l'ère post-soviétique, demandent réparation ce jeudi devant la Cour européenne des droits de l'homme pour le démantèlement de leur société, qu'ils assimilent à une spoliation d'Etat.

L'entreprise, un conglomérat de petites sociétés d'Etat privatisé en 1996, s'était vu subitement réclamer en 2004 des arriérés d'impôts de plusieurs milliards d'euros tandis que ses dirigeants étaient accusés de fraude fiscale et d'escroquerie.

Cette procédure avait mené le groupe à la faillite et conduit à l'incarcération de Mikhaïl Khodorkovski et de Platon Lebedev, ses deux principaux dirigeants. Condamnés tous deux à huit ans de prison en 2005, ils sont actuellement de nouveau jugés sous l'accusation de blanchiment d'argent et de détournement et risquent 22 années supplémentaires de prison.

Devant la juridiction du Conseil de l'Europe, les actionnaires de Ioukos invoquent des violations de leurs droits de propriété, du droit à un procès équitable, à la sécurité juridique et estiment avoir fait l'objet de discriminations. L'entreprise, qui garde une existence légale par le biais de ses filiales implantées à l'étranger, réclame en réparation 100 milliards de dollars (74 milliards d'euros au cours actuel) au gouvernement russe.

La tenue de cette audience, par deux fois reportée depuis l'automne dernier à la demande des autorités russes, lesquelles plaident au départ l'irrecevabilité de la plainte, est considérée comme une première victoire par la compagnie pétrolière.

Elle ne constitue que le début d'un processus qui pourrait prendre encore au minimum deux ans.

JUSTICE EXPÉDITIVE

Le jugement, qui sera rendu dans quelques mois, sera en effet susceptible d'appel devant la grande chambre de la Cour.

Le fisc russe avait accusé Ioukos d'avoir dissimulé la majeure partie de ses revenus dans des sociétés écrans situées dans des républiques de la Fédération russe considérées comme des paradis fiscaux.

L'entreprise estime au contraire avoir été "la première compagnie punie pour un système d'optimisation fiscal qui était jusqu'ici toléré".

Elle dénonce une justice expéditive. Elle affirme ainsi qu'ayant saisi en mai 2004 le tribunal de commerce de Moscou, ses avocats eurent quatre jours pour prendre connaissance du dossier de 70.000 pages mis à leur disposition par le ministère des Impôts.

Le jugement, qui confirmait la décision du ministère des impôts fut rendu sans délibéré, dès la fin de la dernière journée d'audience.

La compagnie accuse également les autorités russes d'avoir refusé tout arrangement pour mieux l'acculer à la faillite et à la liquidation.

Mis aux enchères, ses actifs sont tombés pour beaucoup dans le giron de Rosneft et de Gazprom, compagnies pétrolière et gazière contrôlées par l'Etat. Mikhaïl Khodorkovski, qui était à l'époque l'homme le plus riche de Russie et à qui l'on prêtait des ambitions politiques, a régulièrement affirmé que le démantèlement de Ioukos était lié à son opposition à Vladimir Poutine, alors président et aujourd'hui Premier ministre.

La BERD va financer le premier terminal GNL en Pologne

(Sce :AFP)

Pour financer ce projet de près de 1 milliard d'euros, la BERD s'est associée à dix banques. Le futur terminal maritime couvrira le tiers des besoins en gaz du pays.

Investissement majeur en vue pour la Pologne. La Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) a signé mercredi à Varsovie une lettre d'intention et 10 banques ont conclu un accord sur le financement de la construction du premier terminal maritime de gaz liquéfié en Pologne, pour près d'un milliard d'euros.

Le terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) situé près de Swinoujscie (nord-ouest), dont la construction doit commencer au second semestre et s'achever à la mi-2014, permettra à la Pologne, qui dépend de la Russie pour 42% de sa fourniture en gaz, de diversifier ses sources d'approvisionnement. *"C'est le plus grand projet d'infrastructures en Pologne et il a une importance clé pour notre sécurité énergétique"*, a déclaré le ministre polonais du Trésor Aleksander Grad.

Au sujet des dix banques partenaires du projet, Polskie LNG, la société en charge de la construction de l'ouvrage, a précisé que chacune d'elles s'était déclarée *"prête à participer au financement de la construction du terminal pour un montant minimal de 75 millions d'euros, ce qui au total représentera une somme de plus de 750 millions d'euros"*. Avant d'ajouter que la lettre d'intention de la BERD porte sur un complément de financement *"pouvant aller jusqu'à 200 millions d'euros"*.

Ces dix établissements financiers sont PKO BP et Pekao SA, les deux organisateurs du financement, BGK, Bank of Tokyo-Mitsubishi, Bank Caja de Madrid, Crédit Agricole, BNP Fortis, la Caixa Barcelona, Nordea, Société Générale. "Le financement sera réalisé sous forme d'obligations, émises par la société Polskie LNG", a déclaré le PDG de la société Zbigniew Rapciak "Les premières obligations devraient être émises d'ici deux ans. Nous avons suffisamment de fonds propres pour lancer la construction, nous devrions également obtenir des financements de l'UE", a-t-il précisé à l'AFP.

La capacité initiale de transbordement du terminal est prévue pour 5 milliards de m3 par an, soit un tiers du gaz consommé par la Pologne; capacité qui pourra être portée jusqu'à 7,5 milliards de m3 en 2018, a précisé M. Rapciak.

ELECTRICITE

France : 1,38 million de ménages ont quitté EDF

(Sce :CRE)

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a publié mercredi les derniers chiffres concernant l'ouverture des marchés français de l'électricité et du gaz au quatrième trimestre 2009.

A la fin de l'année 2009, il apparaît que sur le marché du résidentiel **1,38 million de ménages ont fait le choix de basculer chez un fournisseur alternatif d'électricité** (Poweo, Direct Energie, GDF-Suez). Le nombre de ménages en offre de marché a ainsi presque doublé en 1 an (698.500 à fin 2008).

Concernant le marché du gaz, 1,14 million de clients ont basculé en offre de marché, dont 637 000 chez un fournisseur alternatif, en hausse de 56 %, par rapport 2008.

Le rythme d'ouverture du marché a augmenté en électricité avec 184 000 clients supplémentaires en offre de marché à la fin du quatrième trimestre (contre 168 000 au troisième trimestre). Il s'est ralenti en gaz avec seulement 25 000 clients supplémentaires en offre de marché (contre 50 000 au troisième trimestre).

Sur le marché des entreprises, le nombre de clients en offre de marché en électricité a baissé de 1% par rapport au trimestre précédent. Sur le marché du gaz, le rythme d'ouverture a fortement progressé avec 11 000 clients supplémentaires en offre de marché à la fin du quatrième trimestre (+6 000 sur le troisième trimestre).

Au 31 décembre 2009, sur un total de 4,8 millions, 752 000 sites sont en offre de marché en électricité, dont 367 000 chez un fournisseur alternatif. Sur le marché du gaz, 243 000 sites sont en offre de marché, dont 113 000 chez un fournisseur alternatif.

La CRE précise que les marchés de l'électricité et du gaz restent dominés par les tarifs réglementés. Au 31 décembre 2009, 94 % des sites toutes catégories confondus (représentant 84% de la consommation) sont aux tarifs réglementés en électricité et 88% en gaz (représentant 52% de la consommation).

Lors des mises en service effectuées à l'occasion des emménagements au cours du quatrième trimestre 2009, 11% des consommateurs résidentiels et non résidentiels ont fait le choix d'un fournisseur alternatif de gaz et 10% ont fait celui d'un fournisseur alternatif d'électricité



Des cellules solaires flexibles hautement absorbantes

(Sce : green univers - TIC)

Des chercheurs de l'Institut technologique de Californie annoncent avoir créé un nouveau type de cellule solaire flexible à la fois peu coûteuse et plus efficace que son homologue actuellement disponible sur le marché.

La nouvelle cellule a été conçue en utilisant un maillage de longs fils minces de silicium qui sont ensuite incorporés dans un substrat en polymère.

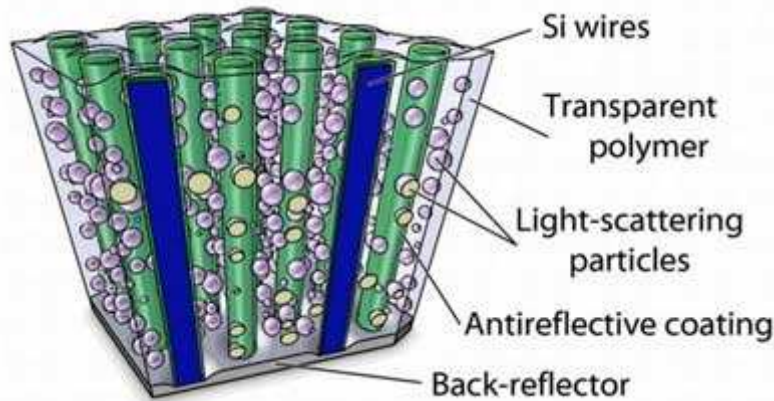
La nouvelle cellule promet une meilleure absorption de la lumière du soleil et une conversion plus efficace des photons en électrons. De plus, la cellule utilise seulement une portion de matériaux semi-conducteurs. Les chercheurs prétendent que le réseau de fils de silicium absorbe jusqu'à 96 % de la lumière avec un taux de conversion des photons en électrons compris entre 90 et 100 %.

Les fils de silicium mesurent entre 30 et 100 microns de long et possèdent un diamètre de 1 micron de diamètre.

"La lumière pénètre dans chaque fil, et une partie de celle-ci est absorbée et une autre partie s'en trouve dispersée. Les interactions collectives de diffusion entre les fils rend le maillage très absorbant" a indiqué Harry Atwater, professeur de physique appliquée en science des matériaux.

Cet effet se produit en dépit de la faible densité des fils contenus dans le maillage, ils couvrent seulement entre 2 et 10 % de la superficie de la cellule.

La nature composite de ces cellules solaires signifie qu'elles sont également flexibles. *"Le fait que ces cellules soient souples restent un avantage ... parce que les cellules flexibles en couches minces peuvent être fabriquées dans un processus d'impression rotative, dont le coût est largement inférieur à celui de la fabrication des cellules solaires conventionnelles."* a t'il ajouté.



Le prototype développé par les chercheurs mesure pour le moment seulement quelques centimètres carrés et ces derniers espèrent bien dépasser la centaine de centimètres carrés, soit la superficie d'une cellule solaire standard.

Photovoltaïque : la filière en quête de stabilité

(Sce : AFP)

La filière française du photovoltaïque a le blues. Découragés par des mois d'incertitudes sur l'évolution des tarifs d'achat de l'électricité solaire, les professionnels du secteur attendent avec impatience la publication d'un arrêté qui devrait enfin permettre d'y voir clair.



La Suède va installer 2000 éoliennes d'ici 2020

(Sce : green univers)

Quelque 2.000 nouvelles éoliennes seront installées en Suède au cours des dix prochaines années, a déclaré mardi la ministre de l'entreprise, Maud Olofsson, dans le quotidien Dagens Nyheter.

Ces nouvelles éoliennes fourniraient au pays une production d'environ 10 terawattheure (TWh) par an. Cette initiative du gouvernement vise notamment à relancer massivement l'industrie de l'énergie éolienne en Suède et d'autre part à couvrir 50% de ses besoins énergétiques en énergie renouvelable d'ici 2020.

La Suède veut ainsi augmenter sa production totale d'énergie renouvelable de 25 TWh, en favorisant également les biocarburants et l'énergie solaire.

Le mois dernier, l'Agence suédoise de l'énergie a approuvé une subvention d'investissement de 14 millions d'euros pour la construction de la plus puissante éolienne offshore au monde.

L'année dernière, quelque 770 millions d'euros ont été investis dans 200 éoliennes d'une capacité cumulée d'environ 500 mégawatts. Les investissements dans l'énergie éolienne en 2009 ont plus que doublé et de l'expansion en Suède a été beaucoup plus rapide que dans d'autres pays européens.

Au cours du dernier sommet sur le climat à Copenhague (COP15), la Suède a signé un accord avec neuf autres pays européens pour développer un réseau d'éoliennes offshores en mer du Nord et en mer d'Irlande. Les pays concernés doivent se concerter prochainement pour coordonner leurs efforts dans le développement des infrastructures offshore.

Skyrota présente son éolienne à axe vertical - 10 kW

(Sce : green univers)

La Société britannique "Skyrota" spécialisée dans la fabrication de petites éoliennes à axe vertical a présenté son dernier modèle d'une puissance de 10 kW au salon international du design, de la construction et de l'urbanisme durable qui se tient jusqu'à demain à Londres.

Sa gamme d'éoliennes possède selon Skyrota, de nombreux avantages.

Ainsi, comme la turbine tourne autour d'un axe vertical, elle fonctionne indépendamment de la direction du vent. Elle garde donc son efficacité quelque soit les turbulences et ne perd ni de temps, ni d'énergie à traquer les vents d'une manière optimale. Ensuite, les différentes variantes de turbine permettent une adaptation aux diverses caractéristiques du site d'installation. L'incidence du bruit resterait relativement faible.

Enfin, la conception du mécanisme de l'éolienne entrainerait une maintenance beaucoup plus faible que celle engendrée avec une éolienne traditionnelle à axe horizontal.



Tata confirme le lancement d'une Nano électrique

(Sce : Reuterss)

Le groupe indien Tata Motors a dévoilé lors du Salon internationale de l'automobile qui se tient actuellement à Genève, son modèle Nano EV (électrique), une version qui devrait être commercialisée en Europe d'ici 2 ans.

Le vice Président de Tata Motors, Ravi Kant, a bien confirmé le développement "d'une offre de voiture électrique".

Ainsi, la version standard de la Nano Europa sera accompagnée en 2012 d'une version électrique qui devrait être commercialisée initialement dans certains pays européens comme le Royaume-Uni, et "peut être" la France.

La Nano électrique de Tata sera une 4 places. Elle pourra accélérer de 0-60 km/h en moins de 10 secondes. Les batteries au lithium-ion polymère qui offrent une densité énergétique bien supérieure aux batteries classiques, permettront d'atteindre une autonomie de route d'environ 160 km.



Avec plus de 4 millions de véhicules produits à ce jour et des revenus consolidés de plus de 14 milliards de dollars en 2009, Tata Motors reste le plus grand fabricant d'automobiles en Inde. Il se classe premier sur le segment des véhicules utilitaires et apparaît dans le top 3 des véhicules de tourisme.